HAL
open science

Quel territoire pour les Kurdes dans le conflit syrien ?

Aimad Hesso, Cyril Roussel

To cite this version:

Aimad Hesso, Cyril Roussel. Quel territoire pour les Kurdes dans le conflit syrien ?. Carto, le monde en cartes, 2017. halshs-02950863

HAL Id: halshs-02950863

https://shs.hal.science/halshs-02950863

Submitted on 28 Sep 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Quel territoire pour les Kurdes dans le conflit syrien ?

Aimad Hesso[1] & Cyril Roussel[2]

Alors que les Kurdes figurent parmi les forces luttant contre l'organisation de l'État islamique (EI ou Daech), ils installent une administration autonome dans le nord de la Syrie, où ils constituent la seule grande minorité présente sur un vaste espace de peuplement (environ deux millions d'âmes). Quelle stratégie ont adopté les Kurdes par rapport aux populations arabes pour créer une entité durable sur le territoire qu'ils contrôlent ?

Dès 1916, suite aux négociations secrètes de Sykes-Picot avec le Royaume-Uni, les Français obtiennent une zone qui va de la Méditerranée à la frontière perse et qui comprend la Syrie, la région de Mossoul et une grande partie du Kurdistan du nord, alors appelé « territoire de l'Est » (carte 2). La plupart des régions kurdes du nord et de l'ouest (actuellement en Turquie et en Syrie) entraient dans la zone d'influence française - administrées avec la Cilicie, alors que les régions kurdes du sud (actuel Kurdistan irakien) étaient rattachées à la zone d'influence britannique. Les massacres des Arméniens (1914-1915) puis leur déportation vers la Syrie et le Liban ont abouti à un véritable changement démographique dans de nombreux secteurs de l'Anatolie orientale : Arméniens et chrétiens assyriens étant devenus très minoritaires comparés aux Kurdes et aux Turcs.

Les fondements du traumatisme géographique

À partir de 1920, les opérations militaires tournèrent en faveur de la Turquie. Avec l'appui des chefs de tribus kurdes, méfiants envers la politique pro-arménienne de Paris au Levant, l'armée de Moustapha Kemal (1881-1938) reprit le contrôle de la Cilicie. La France, qui voulait éviter un conflit, recula partout dans la région, cédant des pans entiers de territoire aux Turcs comme toutes les grandes villes de Gaziantep à Mardin (accord de paix d'Ankara, le 20 octobre 1921). La Turquie établit alors sa frontière méridionale plus au sud que ce qui était prévu lors du traité de Sèvres (10 août 1920). Avec celui de Lausanne (24 juillet 1923), les Kurdes n'obtiennent aucun territoire alors que trois ans plus tôt, un Kurdistan leur avait pourtant été attribué ; pire encore, la population est divisée entre la Turquie kémaliste et la Syrie mandataire.

Côté syrien, ces zones forment le « Kurdistan de Syrie » ou « Kurdistan occidental » (Rojava en kurde), alors que cette simple appellation fut bannie durant toute la période qui suivit l'indépendance syrienne (1946), tant le nationalisme arabe refusait toute référence identitaire divergente. Les nationalistes arabes à Damas, dont le régime baasiste à partir de 1963, ayant bien compris les enjeux liés à une telle situation, essayèrent de rompre cette continuité démographique en arabisant les régions kurdes le long de la frontière turque. Cette présence kurde en Syrie était considérée par le pouvoir central comme dangereuse pour l'intégrité territoriale du pays.

Première marche vers une autonomie

La révolution syrienne de mars 2011 ouvre une phase de militarisation des acteurs en présence dès l'automne. Le régime de Bachar al-Assad (depuis 2000), pragmatique, met tout en œuvre pour diviser l'opposition qui le menace : dans le nord de la Syrie, pour éviter que les Kurdes ne participent au mouvement de contestation, il se retire des secteurs qu'ils occupent, préférant jouer la carte communautaire. Cette liberté donnée aux Kurdes permet au Parti de l'union démocratique (PYD) de s'imposer seul au détriment de ses concurrents comme garant

[1] Docteur en géopolitique, Paris 8.
[2] Docteur et chercheur CNRS en géographie, Migrinter (UMR 7301), Poitiers.

de la sécurisation des secteurs libérés par l'armée syrienne et comme initiateur d'un nouveau projet politico-spatial qui repose sur l'autonomie territoriale, avec la formation d'une administration locale de substitution aux autorités centrales. Les principales agglomérations tenues par les Kurdes servent alors dans un premier temps de laboratoire à un projet d'autogestion, dès le tournant 2012 (carte 1).

Depuis, construire un territoire viable est réellement ce à quoi les Kurdes de Syrie tentent de s'atteler. L'objectif ultime demeure l'accession à une région autonome reconnue, sur le modèle irakien, caractérisée par une continuité spatiale. Cette représentation territoriale, un temps rêvée, devient soudainement possible avec le retrait de l'armée syrienne et la militarisation du conflit. S'ouvre alors un nouveau champ de questionnement, comme le devenir des zones non kurdes qui se retrouveraient incluses dans les limites de ce territoire. Car outre les secteurs à majorité arabe qui segmentent les poches de peuplement kurde, cette partie de la Syrie accueille aussi une forte présence chrétienne, turkmène et arabe, localement importante au sein même des zones tombées sous contrôle kurde.

La victoire, à l'été 2013, des miliciens kurdes des Unités de protection du peuple (YPG) à Ras al-Aïn eu un retentissement énorme sur le moral des combattants et des populations d'un Rojava naissant encore fragile. Elle a constitué un acte fondateur du projet territorial kurde avant même le succès de Kobané en janvier 2015. Dans la province de Hassatké, les victoires des combattants des YPG permirent de gagner progressivement du terrain pour constituer le canton de Djéziré autour de Qamishliyé. Lorsque le PYD annonce unilatéralement, en novembre 2013, la création d'une administration autonome au Rojava, les instances administratives sont pensées comme pluriconfessionnelles afin de rallier les minorités locales comme les chrétiens et les arabes. Fin 2013, les Kurdes ne contrôlent que les secteurs dans lesquels ils sont majoritaires : Afryn et ses alentours, Kobané et une partie du « bec de canard » autour de Qamishliyé. À cette époque, trois cantons autonomes sont déclarés autonomes *de facto* par les forces politiques présentent sur le terrain.

L'expansion du Rojava : jusqu'où et pourquoi ?

À partir de 2014, la quasi-totalité des opérations militaires des YPG se déroulent dans les zones de peuplement arabe. Populaires dans les zones kurdes, elles se sont renforcées par la mise en place d'une circonscription obligatoire dans les secteurs administrés, aidé par la qualité de l'encadrement militaire dispensé par des membres expérimentés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Avec la création d'une administration autonome, l'effort militaire n'a plus seulement été le fait de la population kurde, comme le montrent le ralliement des organisations paramilitaires syriaques et la formation, dès 2013, d'un bataillon arabe. Issus des zones rurales au sud-est de Ras al-Aïn, des membres des tribus Sharabiyeh et Al-Baggara furent intégrés aux YPG ; la composante arabe est primordiale pour permettre aux Kurdes d'évoluer dans les zones mixtes et dans celles reconquises sur l'EI, là où ils pourraient être considérés comme des occupants. Ils seront rejoints, en 2014, par des combattants de la tribu Shammar (région de Tell Alo) regroupés dans une milice tribale, la Jaysh el-Sanadid, soit l'Armée des héros.

L'entrée en jeu de la coalition internationale (fin 2014) et les victoires répétées des YPG incita, à partir de l'automne 2015, au ralliement de groupes armés qui ne trouvaient plus leur place auprès d'une rébellion dominée par des islamistes. Sur le modèle d'une vaste coalition, les Forces démocratiques syriennes (FDS) sont créées en octobre 2015 sous tutelle américaine, qui fournit formation militaire et livraisons d'armes. Les milices kurdes en constituent toujours le socle principal, mais l'alliance contre l'EI favorise l'adhésion de groupes armés arabes proches de l'Armée syrienne libre (ASL), qui pensent avoir un intérêt à se rapprocher des Kurdes et des Américains.

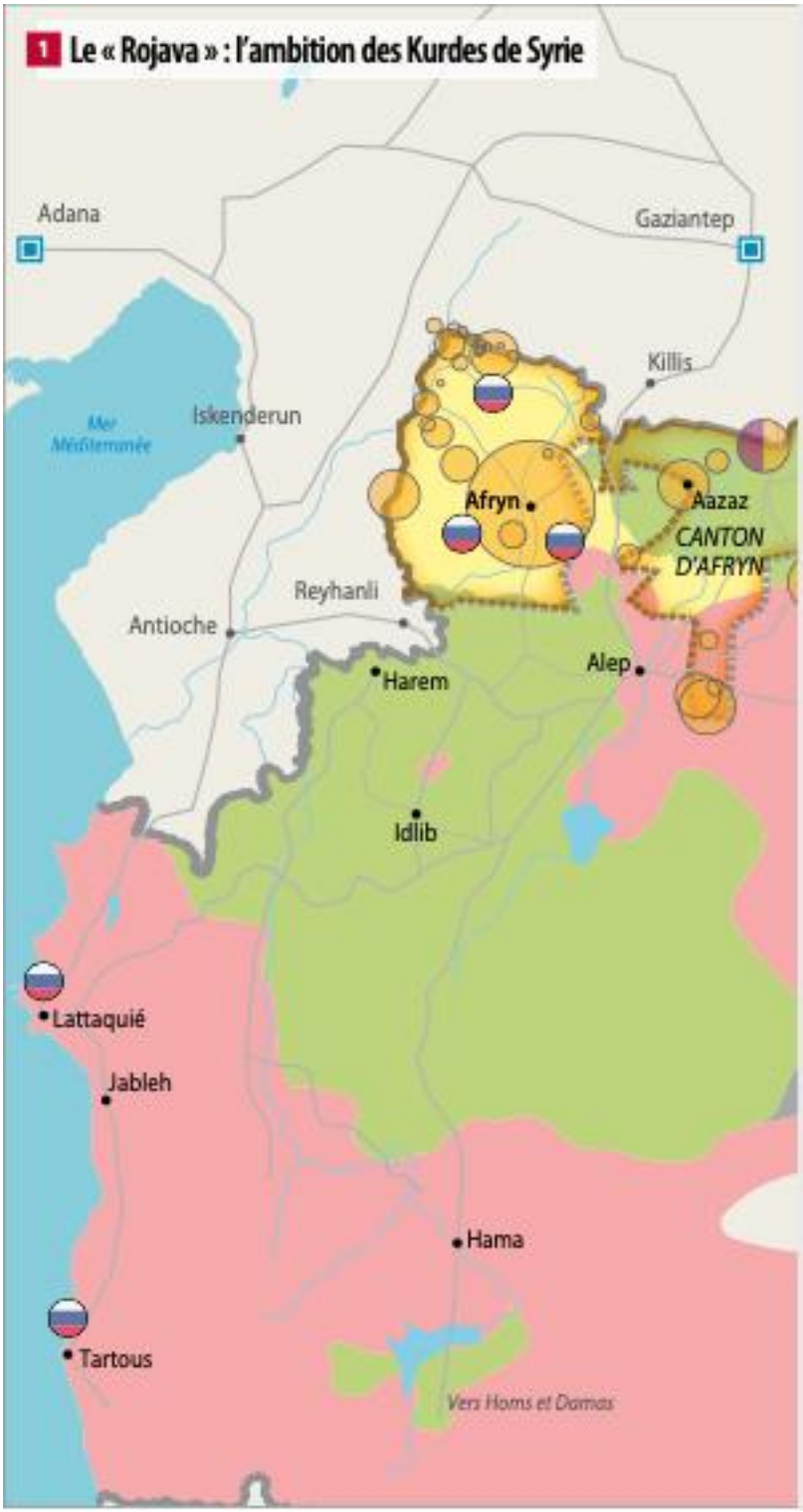
S’adaptant au jeu géopolitique régional, les Kurdes et leurs alliés ont accepté l’alliance américaine contre Daech au nord de l’Euphrate et celle de la Russie dans la région d’Afryn dans l’espoir de jouer un rôle lors des pourparlers de paix déjà engagés. Conscient que leur effort de guerre ne sera pas nécessairement récompensé par leurs tuteurs (la Turquie, avec qui Américains et Russes doivent compter, s’oppose à toute négociation avec les Kurdes) et donc que la reconnaissance d’un Rojava autonome dans le cadre d’une Syrie fédérale est loin d’être acquise, les Kurdes tentent d’avancer sur le terrain. La stratégie kurde consiste à diffuser auprès des populations arabes leur projet d’autogestion basé sur des conseils locaux imbriqués (communes, districts, cantons). L’alliance locale, militaire dans un premier temps, entre Kurdes et Arabes devient cette fois politique, offrant à cette « fédération du nord » syrien plus de force pour négocier avec le régime de Damas et plus de poids pour sortir de son isolement.

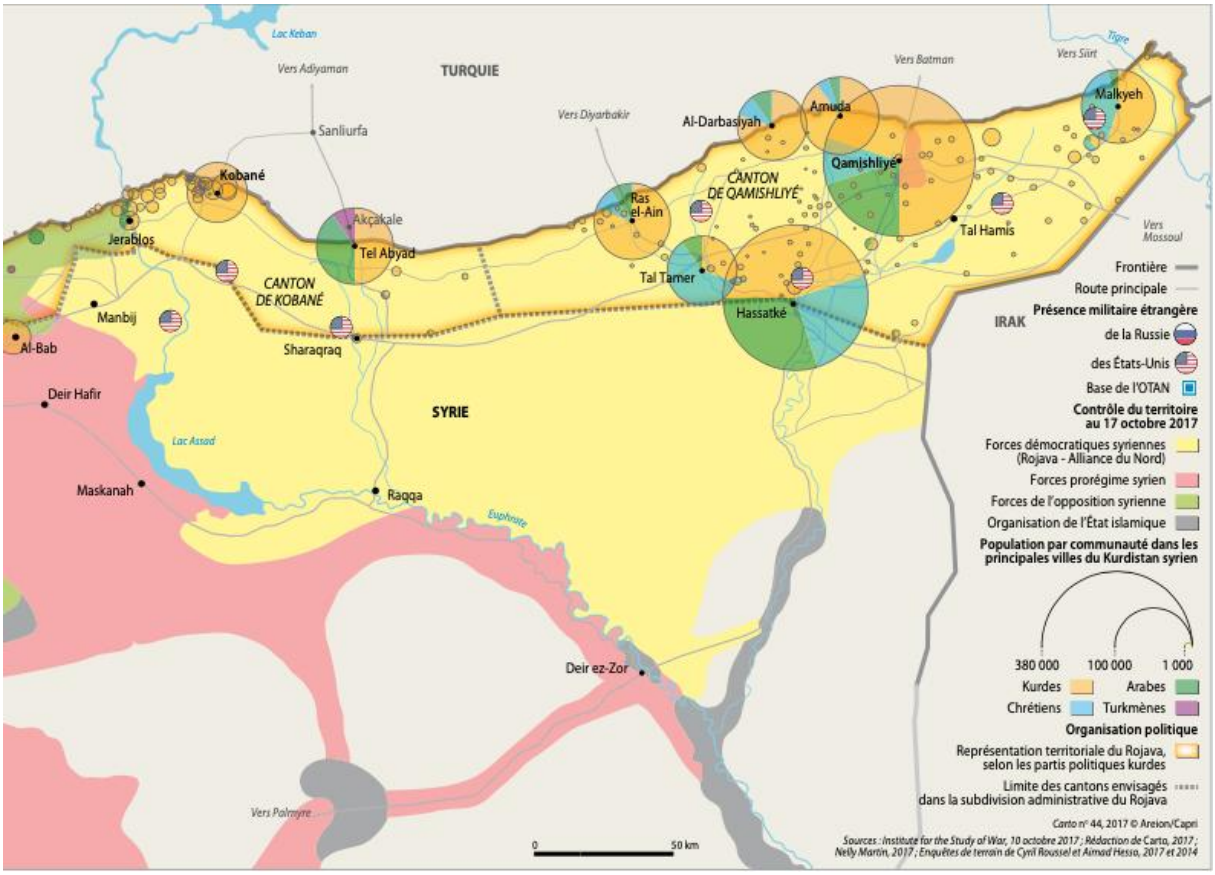
Il s’agit donc de lever toute suspicion sur la création d’un projet qui serait vu comme uniquement ethnique. Le procédé s’avère d’une portée stratégique essentielle, car, localement, il est présenté comme un premier pas vers le pluralisme. Il s’agit d’associer les communautés dans un projet de « vivre ensemble » et dans une tentative de « démocratie » locale. Les populations arabes et leurs représentants, loin de partager l’idéologie du PYD, mais dont la distribution de postes commence à être convoitée, peuvent y trouver un intérêt certain qui réside dans la protection américaine et la garantie qu’ils ne retomberont pas sous la coupe de Damas et des milices chiites. Le projet kurde s’en trouve légitimé, devenant une alternative crédible.

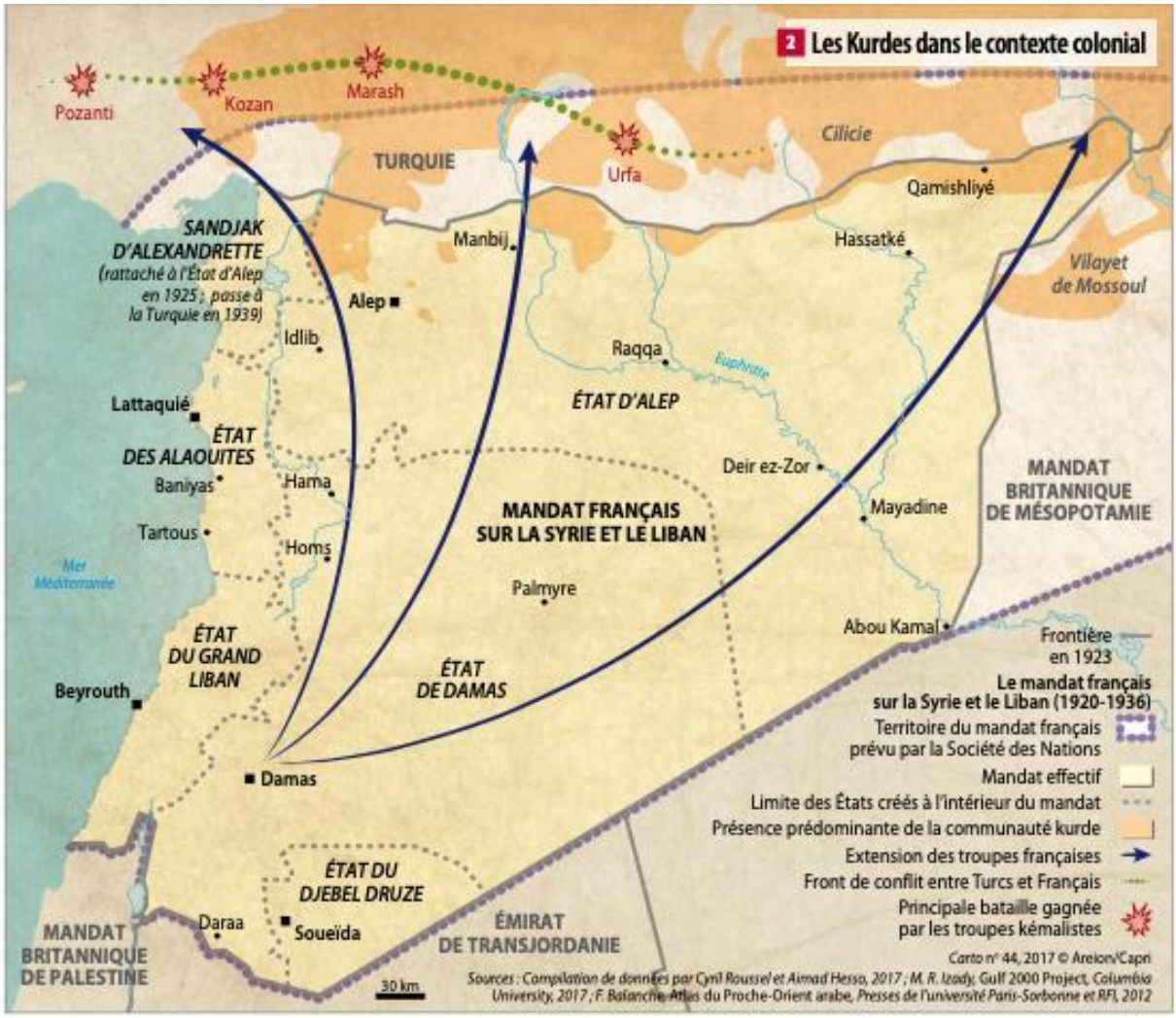
De facto, une fédération de régions (le nom de canton a été abandonné cette année) s’est constituée sans reconnaissance extérieure, mais localement elle se substitue à l’État absent. Kurdes et arabes y participent, de nouvelles entités pouvant venir s’y ajouter au grès des compromis locaux et des avancées militaires. Par exemple, les secteurs à majorité arabe comme Raqqa ou Manbij pourraient rejoindre la fédération en tant que « région autonome » à l’intérieur de la fédération si les conseils locaux le souhaitent (ou par consultation de la population). Une région nouvelle (nommée « Euphrate ») a été créée par le regroupement de Kobanê la kurde et de Tell Abyad l’arabe.

Nul ne peut prédire les futurs contours de ce territoire en formation même si les forces kurdo-arabes sont contenues sur la rive nord de l’Euphrate par l’armée syrienne qui a reconquis les territoires de steppe entre Palmyre et Deir ez-Zor. Les Kurdes demeurent les alliés naturels des Occidentaux contre les djihadistes et un élément de stabilisation dans le nord de la Syrie ; et pourtant aucune alternative politique ne leur est proposée alors même qu’ils escomptent tirer parti de leur lutte implacable contre l’EI en échange de leur implication militaire auprès des forces de la coalition internationale.

A. Hesso et C. Roussel


1 Le « Rojava » : l'ambition des Kurdes de Syrie
Adana
Gaziantep
Killis
Mer Méditerranée
Iskenderun
Afryn
Aazaz
CANTON D'AFRYN
Reyhanli
Antioche
Harem
Alep
Idlib
Lattaquié
Jableh
Hama
Tartous
Vers Homs et Damas


Lac Keban
Vers Adiyaman
TURQUIE
Sanliurfa
Vers Diyarbakir
Vers Batman
Tigre
Vers Siirt
Al-Darbasiyah
Amuda
Malkyeh
Qamishliyé
CANTON DE QAMISHLIYÉ
Kobané
Ras el-Ain
Akçakale
Tel Abyad
Jerablos
Tal Hamis
Vers Mossoul
Tal Tamer
Hassatké
CANTON DE KOBANÉ
Manbij
Sharaqraq
Al-Bab
IRAK
Deir Hafir
SYRIE
Lac Assad
Maskanah
Raqqa
Euphrate
Deir ez-Zor
Vers Palmyre
0
50 km
Frontière
Route principale
Présence militaire étrangère
de la Russie
des États-Unis
Base de l'OTAN
Contrôle du territoire au 17 octobre 2017
Forces démocratiques syriennes (Rojava - Alliance du Nord)
Forces prorégime syrien
Forces de l'opposition syrienne
Organisation de l'État islamique
Population par communauté dans les principales villes du Kurdistan syrien
380 000
100 000
1 000
Kurdes
Arabes
Chrétiens
Turkmènes
Organisation politique
Représentation territoriale du Rojava, selon les partis politiques kurdes
Limite des cantons envisagés dans la subdivision administrative du Rojava
Carto n° 44, 2017 © Areion/Capri
Sources : Institute for the Study of War, 10 octobre 2017 ; Rédaction de Carto, 2017 ; Nelly Martin, 2017 ; Enquêtes de terrain de Cyril Roussel et Ahmad Hesso, 2017 et 2014


2 Les Kurdes dans le contexte colonial
Pozanti
Kozan
Marash
Urfa
Cilicie
TURQUIE
Qamishliyé
Hassatké
Vilayet de Mossoul
SANDJAK D'ALEXANDRETTE
(rattaché à l'État d'Alep en 1925 ; passé à la Turquie en 1939)
Manbij
Alep
Idlib
Raqqa
Euphrate
ÉTAT D'ALEP
Lattaquié
ÉTAT DES ALAOUITES
Baniyas
Hama
Deir ez-Zor
MANDAT BRITANNIQUE DE MÉSOPOTAMIE
Mayadine
Tartous
Homs
MANDAT FRANÇAIS SUR LA SYRIE ET LE LIBAN
Mer Méditerranée
Palmyre
Abou Kamal
ÉTAT DU GRAND LIBAN
ÉTAT DE DAMAS
Beyrouth
Damas
ÉTAT DU DJEBEL DRUZE
Daraa
Soueïda
MANDAT BRITANNIQUE DE PALESTINE
ÉMIRAT DE TRANSJORDANIE
30 km
Frontière en 1923
Le mandat français sur la Syrie et le Liban (1920-1936)
Territoire du mandat français prévu par la Société des Nations
Mandat effectif
Limite des États créés à l'intérieur du mandat
Présence prédominante de la communauté kurde
Extension des troupes françaises
Front de conflit entre Turcs et Français
Principale bataille gagnée par les troupes kémalistes
Carto n° 44, 2017 © Areion/Capri
Sources : Compilation de données par Cyril Roussel et Ahmad Hesso, 2017 ; M. R. Izady, Gulf 2000 Project, Columbia University, 2017 ; F. Balanche, Atlas du Proche-Orient arabe, Presses de l'université Paris-Sorbonne et RFI, 2012